

CONDITIONS D'ATTRIBUTION SUBVENTION PREVENTION REGIONALE « METIERS DE BOUCHE »

Les Subventions Prévention aident au financement d'équipements, de formations et de prestations d'accompagnement pour améliorer la prévention des risques professionnels dans les entreprises de moins de 50 salariés. Ces aides financières proposées par l'Assurance Maladie – Risques Professionnels sont versées par les caisses régionales (Carsat, Cramif ou CGSS/CSS).

Une offre riche et diversifiée de Subventions Prévention est proposée pour répondre aux besoins rencontrés en matière de prévention des risques professionnels. A ce titre, la subvention régionale « METIERS DE BOUCHE » proposée par la CARSAT des Hauts-de-France a pour but : d'améliorer la prévention des risques professionnels en proposant des moyens concrets, tels que l'acquisition de matériels sûrs et l'accès facilité à la formation. Ce programme cible plus particulièrement les boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuteries, ainsi que le secteur halieutique et la poissonnerie. Cette subvention permettra de limiter les risques liés aux poussières de farine, aux risques de chutes et aux risques de coupure.

Cette subvention entre en vigueur à partir du 1er janvier 2026. Elle concerne les équipements ou prestations acquittées et livrées l'année de la demande. Les conditions de son attribution pouvant évoluer, assurez-vous d'avoir pris connaissance de la version en vigueur sur le site de la CARSAT des Hauts-de-France.

Le terme « Entreprise » employé dans ce document s'entend par toute entité économique employant des salariés (y compris les associations).

Subventions Prévention

C'est une aide financière à destination des petites entreprises qui souhaitent agir en prévention.

Pour savoir si vous répondez aux critères d'éligibilité, rendez-vous page 2.

C'est le financement de solutions efficaces en matière de prévention.

Avant de réaliser vos investissements, vérifiez que vos souhaits correspondent aux conditions de la subvention décrites en page 3.

C'est une démarche en ligne pour faciliter les demandes de subvention et la transmission des documents.

Découvrez le détail des démarches et des documents en page 7.



Subvention Prévention

une aide financière à destination des petites entreprises
souhaitant s'engager davantage dans une démarche de prévention

1. Une aide financière proposée aux petites entreprises

La Subvention Prévention « METIERS DE BOUCHE » s'adresse aux entreprises suivantes :

- sociétés et associations (les organismes de la fonction publique sont exclus),
- implantées dans la circonscription de la Carsat Hauts-de-France (départements 02, 59, 60, 62, 80)
- cotisant au régime général de la Sécurité Sociale en tant qu'employeur,
- avec un effectif national compris entre 1 et 49 salariés (selon le SIREN),
- à jour de leurs cotisations accidents du travail et maladies professionnelles.
- n'ayant pas atteint le plafond maximal autorisé de 300 000 € d'aides versées par les autorités publiques sur les trois dernières années glissantes (règle des minimis cf annexe 2)
- Ayant un des codes risques suivant :
159SC, 158 CD, 552EC, 511NB, 522CB, 151AE, 631DA, 513TC, 521FB, 151EC, 521BC, 553BC, 553AC, 155CC, 011AA, 158AC, 555AA
Codes APE 1071C, 1071D, 4711D, 4711F ; 4722Z, 4723Z, 4724Z ; 1011, 1012Z, 1013A, 1013B, 1020Z, 1071A, 1071B



Précisions sur les documents demandés

Une attestation Urssaf de moins de 6 mois intitulée « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales » sera demandée.

2. Un soutien aux employeurs souhaitant s'engager davantage dans une démarche de prévention des risques professionnels

L'employeur doit être déjà engagé dans une démarche de prévention des risques professionnels et respecter la réglementation, notamment :

- être adhérent à un service de prévention et de santé au travail (SPST),
- avoir réalisé et mis à jour son document unique d'évaluation des risques (DUER) depuis moins de 1 an (les entreprises de moins de 11 salariés sont exonérées de cette obligation de mise à jour annuelle) et le tenir à disposition de la caisse régionale si celle-ci demande à le consulter,
- ne pas faire l'objet d'une injonction ou d'une cotisation supplémentaire en cours pour l'un de ses établissements,
- informer les instances représentatives du personnel des investissements prévus et de la demande de financement réalisée auprès de la caisse régionale.

Les entreprises engagées dans des programmes nationaux de prévention et accompagnées à ce titre par le réseau des caisses régionales sont particulièrement concernées par ces Subventions Prévention.



Précisions sur les documents demandés

Le formulaire de demande de subvention servira d'attestation sur l'honneur pour ces éléments. L'ensemble des cases correspondantes devront être cochées.

*Si vous n'avez pas de DUER ou s'il n'est pas à jour,
Nous vous invitons à utiliser l'outil en ligne en accès libre :
www.inrs.fr/metiers/oira-outil-tpe.html.*

Subvention Prévention

un soutien financier pour l'acquisition de solutions efficaces en prévention



1. Un financement permettant l'acquisition de solutions efficaces

Cette aide financière est destinée au financement des investissements suivants :

- **Tempéreuse ou enrobeuse avec vibreuse/tapis vibrant**
- **Elévateur intégré de four avec enfourneur/défourneur** : l'équipement devra comporter les 2 options : élévateur intégré motorisé + enfourneur/défourneur (le four n'est pas financé).
- **Pasto-cuiseur**
- **Chambre de pousse ou fermentation**
- **Laminoir**
- **Peleuse/ découenneuse** (respect de la recommandation régionale de la Carsat Bretagne du 14/03/2024)
- **Chariots mobiles à roulette « ergonomiques »** (respect de la RECO R515)
- **Farine à faible indice de pulvérulence** (70% dans la limite de 1000€)
- **Trancheuse à pain avec capot /protection asservie**
- **Lave-vaisselle**
- **Polycuiseur multifonctions**
- **Equipements/accompagnement pour réduire l'exposition au bruit : tels que équipements moins bruyants, traitement acoustique, encoffrement, cloisonnement, ...**
- **Formation « Allergie et risques liés aux poussières de farines »**, assurée par le LEMPA.
Cette formation est obligatoire pour les codes APE 1071C, 1071D, 4711D, 4711F (1/2 journée en distanciel).



Précisions sur les équipements

*Les équipements doivent être neufs et être la **propriété de l'entreprise** (pas de financement possible par crédit-bail, leasing ou sous la forme d'une location de longue durée)*

Les équipements doivent être conformes à la directive machine 2006/42/CE et à la directive basse tension 2014/35/UE. Les raccordements électriques devront être faits sur des installations en bon état, conformes aux normes en vigueur et vérifiées en application de la réglementation.

Les équipements doivent respecter le cahier des charges Carsat ; l'entreprise doit se référer aux justificatifs complémentaires à fournir le cas échéant (cf annexe 3)

Les équipements pour réduire l'exposition au bruit doivent respecter le cahier des charges Carsat (cf annexe 3), une vérification du Centre de Mesures Physiques (CMP) sera réalisée.

Afin de vérifier la conformité des équipements aux conditions d'attributions de la subvention, les documentations techniques pourront vous être demandées.

Dans le cas de problème de prévention rencontré sur un équipement, la Caisse se réserve le droit de refuser de le subventionner.

2. Un soutien financier incitatif à l'action en prévention

Le calcul de la subvention

La subvention correspond à :

- 50 % du montant HT des sommes engagées pour les équipements,
- 70 % du montant HT des sommes engagées pour les formations,
- 70 % du montant HT des sommes engagées pour la farine, dans la limite de 1000 €

Le montant minimum de subvention est de 500 €. Les investissements ne peuvent être subventionnés si la demande ne respecte pas ce plancher.

Les équipements doivent être neufs et conformes à la directive machine 2006/42/CE et à la directive basse tension 2014/35/UE. Les raccordements électriques devront être faits sur des installations en bon état, conformes aux normes en vigueur et vérifiées en application de la réglementation.



Précisions sur le financement

Ces montants comprennent l'ensemble des frais associés : frais de port/livraison, d'installation, frais de douanes et écotaxe ou encore frais de déplacement ...

*Pour les organismes non assujettis à la TVA, la subvention est calculée sur le montant TTC. Une **attestation de non-assujettissement à la TVA** sera alors demandée.*

Les Subventions Prévention versées par l'Assurance Maladie – Risques professionnels ne figurent pas au nombre des aides exonérées. Elles sont ainsi imposables lorsque l'entreprise est assujettie à l'impôt sur les sociétés.

Les cumuls de financements

L'entreprise :

- peut réaliser des demandes pour une subvention donnée pour plusieurs de ses établissements (SIRET) dans la limite de 25 000 €. Une demande est à faire pour chacun des établissements,
- ne pourra pas obtenir une Subvention Prévention si elle bénéficie d'un contrat de prévention ou en a bénéficié au cours des deux années précédant sa demande,
- ne sollicitera pas une subvention auprès d'un autre opérateur public pour le même investissement.

1. Des demandes prises en compte par ordre d'arrivée selon les budgets disponibles

Il existe deux possibilités pour obtenir des Subventions Prévention. Pour cela, connectez-vous au Compte AT/MP disponible sur le site net-entreprises.fr : www.net-entreprises.fr/declaration/compte-atmp.

La demande de réservation en ligne d'une subvention : le demandeur transmet à la caisse régionale les pièces justificatives permettant de réserver le montant de la subvention (formulaire de demande, documents permettant de justifier l'éligibilité de l'entreprise et devis). Après vérification des éléments transmis, la caisse régionale confirme la réservation sous un délai maximum de 2 mois. Les bons de commande des investissements devront ensuite être transmis dans les 2 mois pour valider définitivement la réservation.

Le versement de l'aide financière a lieu après réception puis vérification de pièces complémentaires justifiant l'achat des équipements et/ou des prestations (factures et éléments spécifiques selon les Subventions Prévention). Les demandes jugées recevables sont garanties jusqu'à 6 mois, délai avant lequel le demandeur doit envoyer les documents attendus.

La demande directe en ligne de subvention sans réservation : une demande directe peut être faite en ligne en y joignant l'ensemble des pièces justificatives nécessaires à la demande et au versement de l'aide financière (formulaire de demande, documents permettant de justifier l'éligibilité de l'entreprise, factures et éléments spécifiques selon les Subventions Prévention). Dans ce cas, le versement de la subvention sera possible dans la mesure où des budgets restent disponibles. La demande devra être réalisée l'année de l'investissement.

Les budgets annuels étant limités, une règle privilégiant les demandes selon l'ordre chronologique d'arrivée est appliquée, il est donc fortement conseillé d'opter pour la réservation en ligne.

Les pièces justificatives nécessaires au traitement de la demande sont détaillées en [annexe 1](#).



2. Les engagements de la caisse régionale et du bénéficiaire de la subvention

Les engagements de la caisse régionale

La caisse régionale s'engage à aider financièrement l'entreprise sans qu'il puisse toutefois en résulter une quelconque mise en cause de sa responsabilité, l'entreprise assumant seule les conséquences de toute nature de ses investissements et ses actions en matière de prévention. Dans le cas de problèmes de prévention rencontrés sur un équipement, la caisse régionale se réserve le droit de refuser de le subventionner.

Les engagements du bénéficiaire de la subvention

L'entreprise s'engage à répondre aux différentes sollicitations de la caisse régionale (courrier, enquête-questionnaire, programme, visite in situ ...).

Dans le cadre de la politique de lutte contre les fraudes, le présent dossier est susceptible de faire l'objet de visites sur site après versement de l'aide financière par les agents des caisses régionales qui exigeront de vérifier l'effectivité des investissements, des formations et des prestations réalisées ainsi que les justificatifs originaux et les éléments liés aux attestations sur l'honneur. Si l'équipement est non monté, non installé, ou s'il n'est pas visible, si les prestations n'ont pas été réalisées, ou si les déclarations sur l'honneur se révélaient erronées, la caisse régionale demandera par voie de contentieux le remboursement de la totalité de la subvention accordée et pourra appliquer une pénalité financière ou déposer plainte pénale en cas de fraude avérée.

La caisse régionale peut également procéder à des mesures afin de vérifier la conformité de l'installation avec le cahier des charges. L'entreprise s'engage donc à ne pas revendre l'équipement pour lequel elle a bénéficié d'une Subvention Prévention durant un an à compter de la livraison de l'équipement, à défaut son remboursement pourra être exigé.



Annexe 1 : les pièces justificatives

	Avec réservation			Sans réservation
	Réservation	Bon de commande	Versement	Versement
Pièces justificatives à fournir				
Formulaire de demande de subvention	x			x
Attestation Urssaf intitulée « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales » devant dater de moins de 6 mois	x			x
Attestation de non-assujettissement à la TVA si l'entreprise est concernée	x			x
RIB en format électronique en PDF Si la raison sociale du RIB est différente de celle de l'établissement, apposer le cachet de l'entreprise	x			x
Copie du ou des devis détaillé(s)	x			
Copie du ou des devis détaillé(s) formation LEMPA OBLIGATOIRE code APE 1071C, 1071D, 4711D, 4711F	x			
Déclaration CE de conformité de l'équipement en français, mentionnant la directive machine 2006/42/CE et la directive basse tension 2014/35/UE ; La notice d'instructions en français	x			
Attestation de conformité du fournisseur (uniquement pour l'achat de peuleuse/découpeuse, chariot mobile à roulette)	x			
Attestation sur l'honneur d'information ou de formation			x	x
Copie du ou des bons de commande(s)		x		
Duplicata ou copie de la ou des facture(s) et devant comporter les éléments suivants : - nom du fournisseur et son SIRET, - nom de l'entreprise, - référence de la facture, - date de la facture, - désignation de la prestation (avec, pour chaque élément, le libellé, la quantité, le montant unitaire et le montant HT), - les montants de TVA, de remises éventuelles, le montant total et des acomptes déjà versés avec les dates de paiement (fournir les factures de paiement d'acomptes si les acomptes ne sont pas mentionnés sur la facture finale).			x	x
Copie du ou des bon(s) de livraison			x	x
Extraits des relevé(s) bancaire(s) avec l'identité du titulaire du compte, l'IBAN et les montants de l'investissement apparents les lignes concernant les autres opérations peuvent être masquées			x	x
Attestation de formation « allergies et risques liés aux poussières de farine » assurée par le LEMPA : présentiel ou visio Obligatoire pour les entreprises code APE : 1071C, 1071D, 4711D, 4711F			x	x
Déclaration sur l'honneur « minimis » de l'ensemble des aides perçues par les autorités publiques sur les trois dernières années (Annexe 2)	x			x
Convention de subventions (loi DCRA) - Dans le cas où le montant cumulé des Subventions Prévention accordées dépasse 23 000 € sur les douze derniers mois civils				x



Les documents doivent être enregistrés dans des PDF séparés et transmis en une seule fois à chaque étape de la demande.
La caisse régionale se réserve le droit de demander tout autre document nécessaire à l'instruction du dossier.